

Grève des postiers

Mais le gouvernement préfère jouer à la politique en tentant de faire croire à la population que tous les torts sont du côté des syndicats. Je ne puis excuser certains chefs syndicaux à 100 p. 100 parce que, en examinant ce qui se passe, et après avoir parlé avec de nombreux postiers dans ma région, je me demande si les chefs syndicaux observent bien la loi démocratique qu'ils réclament, tant du gouvernement qu'à l'égard de leurs membres, lorsqu'ils tiennent ce fameux vote à main levée, lors des prises de décisions comme celle de faire la grève.

Afin de prouver leur sincérité, puisqu'ils affirment être sincères, on les voit à longueur de journée à la télévision pour prouver leur sincérité, pourquoi ces chefs syndicaux ne proposent-ils pas eux-mêmes au gouvernement, trop peureux pour s'imposer, un vote à bulletin secret, madame le président?

Quand je parle de vote à bulletin secret, je pense aux agissements du Nouveau parti démocratique. J'ai été étonné quand les représentants de ce parti se sont opposés au vote secret. A mon avis, s'il y a une façon d'exprimer librement et démocratiquement son idée, c'est bien par un vote secret. Je me demande pourquoi les députés du Nouveau parti démocratique s'opposent à une telle formule. C'est la seule qui puisse donner justice à tout le monde, et je suis convaincu...

L'Orateur suppléant (Mme Morin): A l'ordre. Je regrette devoir interrompre l'honorable député...

[Traduction]

Il y a tellement de députés engagés dans des débats privés que les sténographes ont peine à entendre.

Des voix: Bravo!

L'Orateur suppléant (Mme Morin): Si ces conversations privées étaient tenues derrière les tentures, cela rendrait sans doute service au député de Roberval (M. Gauthier).

Des voix: Bravo!

● (2050)

[Français]

M. Gauthier (Roberval): Je vous félicite, madame le président, et je vous remercie beaucoup, parce que j'étais sur le point d'attirer votre attention pour vous dire qu'il y avait une dizaine de groupes qui voulaient prononcer leur discours en même temps que moi. C'est embêtant de parler 10 groupes ensemble. J'aimerais bien pouvoir finir mon discours tranquille, et ceux en avant, mes amis, s'ils veulent parler, ils parleront toute la nuit, car il se peut que nous restions ici toute la nuit.

Je m'excuse, je voudrais bien leur répondre, mais mon temps de parole est trop court.

Si le ministre demandait la tenue d'un vote secret, je suis convaincu qu'il y aurait des surprises d'un côté comme de l'autre, dans les deux camps, et la population tout entière saurait qui dit vrai et qui est menteur.

Nous nous approchons de la période des fêtes de Noël et du Nouvel An, et je ne puis concevoir que les responsables des deux côtés soient incapables d'un acte loyal, qui mettrait fin sur le champ à ce conflit. Les chefs du gouvernement et les chefs syndicaux me font penser à deux équipes de lutteurs avides de remporter les honneurs, mais, contrairement aux vrais lutteurs professionnels qui se battent légalement sur les planches d'une arène, ils font leur lutte «sur le dos» des contribuables canadiens. C'est cela qu'on ne peut admettre, madame le président. On admettra avec moi que le combat est des plus répugnants. Nous consta-

[M. Gauthier (Roberval).]

tons que les deux parties ne veulent pas perdre la face devant leurs membres ou devant les citoyens. Nous savons qu'il serait peut-être humiliant pour le ministre des Postes (M. Mackasey) de faire voter une loi spéciale pour le retour au travail, et nous savons aussi que les chefs syndicaux ne souhaitent que cela, au fond de leur cœur, pour camoufler leur défaite, face à un ministre qui trouve leurs demandes exagérées. Après tout, une augmentation de \$1.70 l'heure porterait le salaire moyen des postiers à \$6.26 l'heure, et ce uniquement pour trier des lettres, madame le président. Pour commencer une première entente, on offre \$6.26 l'heure. C'est acceptable au départ, et je sais par expérience que plusieurs postiers sont prêts à l'accepter, mais les chefs réclament \$7.23 l'heure, ce qui porterait le salaire moyen à \$7.29 l'heure.

On lit dans le journal *Le Quotidien* du 13 novembre dernier ce qui suit:

Par ailleurs, on attend le retour de M. Bryce Mackasey à Ottawa bien qu'il n'ait rien changé à sa proposition d'augmentation de \$1.70 l'heure sur 30 mois. Le syndicat demande pour sa part une augmentation de \$2.73 pour 27 mois. Le salaire horaire moyen s'élève actuellement à \$4.56 et la proposition du gouvernement porterait le salaire annuel à environ \$13,000 d'ici à la fin de 1976.

Je crois que ce serait une base raisonnable en attendant mieux. On essaierait de donner ainsi une petite chance à la population. Je continue la citation:

M. Joe Davidson, président du Syndicat des postiers du Canada, rentrant d'une tournée des sections du sud de l'Ontario, a déclaré mardi à Ottawa que son organisation était prête à reprendre les négociations...

Je crois que M. Joe Davidson devient de plus en plus souple. Il se dit prêt à reprendre les négociations. Je prétends que cela veut peut-être dire qu'il va faire admettre par ses membres un début d'entente de \$1.70, parce qu'il est convaincu, comme tous les autres aujourd'hui, que la plupart des postiers veulent que la grève cesse.

Dans ma région, par exemple, tous les bureaux de poste ruraux sont ouverts actuellement, et les employés continuent à recevoir les chèques. Dans les circonscriptions rurales on ne s'en aperçoit pas trop, mais dans les grands centres, où le courrier ne parvient pas, cela nous embête un peu. Quant à nous, tous nos bureaux de postes sont ouverts, on est prêt, on souhaite que cela finisse et on nous dit que ce sont les chefs syndicaux qui sont trop radicaux.

Il suffit de lire les journaux pour constater le nombre de personnes qui demandent que cette grève cesse. Les gens se déclarent prêts à accepter les propositions monétaires. Mais il existe une dictature des chefs syndicaux qui veulent défendre l'honneur de leur royauté sur leurs sujets. Les chefs syndicaux crient à la démocratie, et ils sont les premiers à s'en «fouter» comme de l'an 40. Plusieurs membres réclament le vote secret afin d'obtenir justice, mais les «bouncers» syndicaux s'y opposent, madame le président. Pourquoi? Afin de développer leur fameux service de messagerie qu'ils ont inventé pour livrer des lettres pour \$1.25, \$1.50 et \$2.00 l'unité. Est-ce cela qui fera économiser de l'argent à nos concitoyens qui paient déjà pour les postes? Madame le président, où allons-nous avec un semblable gâchis? Qui a l'autorité en fin de compte, ici au Parlement? Serait-ce M. Pepin et tous les autres, ou bien le ministre et le gouvernement ou encore le conseil des ministres qui ont l'autorité? Avec cette fiévreuse crainte d'une réaction possible au moment de l'électorat, le gouvernement actuel décline toutes ses responsabilités dans tous les secteurs, et on en a eu un exemple frappant en écoutant l'autre jour le ministre des Finances (M. Macdonald) déclarer qu'il n'avait pas de pouvoir sur la Banque du Canada. Que penser lorsqu'on en est rendu là! Aujourd'hui le ministre des Postes refusera-t-il de prendre ses responsabilités, de